

EXPOSITION

LES OPERATIONS
EXTERIEURES DEPUIS 1962



UN OUTIL DE COMMUNICATION POUR RECRUTER

HENRI CICHINI 2014





L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS (UNC)
présente

LES OPÉRATIONS EXTERIEURES DEPUIS 1962

Depuis un demi-siècle, les armées françaises défendent à l'extérieur
des frontières de la France ses valeurs,
contribuant à sa sécurité et à son rayonnement.

Dans ces multiples opérations, plusieurs centaines de soldats, marins,
aviateurs et gendarmes, ont consenti au sacrifice suprême :

Ils sont « Morts pour la France ».

D'autres sont blessés pour le restant de leur vie.

Par cette exposition,
l'Union Nationale des Combattants
rend hommage à tous ces soldats.





ALGERIE



Effectifs

190 000 en novembre 1962.

87 000 en juillet 1963.

53 000 en avril 1964.



Bilan

Cible de la haine du Front de Libération National (F.L.N), 534 soldats sont assassinés ou enlevés après le 2 juillet 1962.



« 9 août 1962, le Lieutenant Pascal GELAS est assassiné avec 3 de ses hommes par le F.L.N. à Laghouat. Il est le dernier officier français tombé en Algérie. »

MARS-JUILLET 1962 : LES FORCES DITES «D'APAISEMENT»

Situation générale

Après le 19 mars 1962, les personnels sont en attente de leur libération ou du rapatriement plus ou moins rapide de leur unité.

Exemple : 27^e BCA - Novembre 1962 ;

151^e RI - Juin 1964.

Ces hommes sont arrivés en Algérie selon des calendriers différents :

- Des hommes sont présents à la date du 19 mars ;
- D'autres sont incorporés ou transférés sur le sol algérien après le 19 mars (plans « Chartres » d'entretien des unités de la Force d'Apaisement). En majorité des « Appelés » au nombre de 400 000 au moment du « Cessez-le-feu ».



Problématique des Forces Françaises



Elles sont confrontées à un après 19 mars dramatique :

- Embuscade meurtrière du 22 mars à Bab el Oued, victimes de l'activisme de l'OAS.



Elles sont Témoins désarmés de deux tragédies :

- L'impossible sauvetage des harkis et leur massacre ;
- La chasse aux « Pieds-noirs » (juillet : tueries d'Oran) ;
- Les militaires français restés sur place ne seront pas épargnés, plusieurs centaines d'entre eux ne reverront pas leur pays.

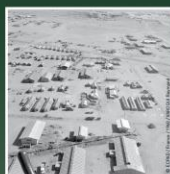
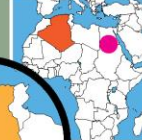
Commentaire

Une situation malheureusement jamais officiellement reconnue et prise en compte.





ALGERIE



Effectifs

Effectifs composites appartenant aux 3 armées et à la gendarmerie et servant sous des statuts divers : militaires de carrière, engagés, appelés.

400 000 hommes au 2 juillet 1962.

53 000 hommes au 1^{er} avril 1964.



1962-1967 : LES OUBLIES DE L'ALGERIE

Situation générale

- 18 mars 1962 : signature de la « Déclaration Générale des deux Délégations » dite « Accords d'Evian » : le cessez-le-feu fixé au lendemain.



- Les modalités de l'accèsion de l'Algérie à l'indépendance, le sort de la communauté française, les conditions d'une future coopération, sont abordées par cette déclaration ainsi que le règlement des questions militaires qui prévoit :

- La fin du rapatriement des unités militaires présentes sur le sol algérien, au plus tard 2 ans après la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.
- La concession à bail à la France pour une durée de 15 ans renouvelable des bases et installations qui lui sont indispensables, situées à Mers el Kebir, Colomb Bechar et In Eker au Sahara.

- Deux groupes de personnels sont présents en Algérie à partir du 19 mars et plus encore du 3 juillet, date à laquelle la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie et lui remet la responsabilité de l'administration du pays et du maintien de l'ordre :

- Les personnels des forces dites « d'apaisement » en voie progressive de rapatriement (mise en œuvre des plans « cigognes »).
- Les personnels affectés aux bases et installations temporairement concédées.

Problématique des Forces Françaises

1967 : fermeture définitive de ces bases.



Commentaires

Des missions essentielles à la puissance militaire de la France :

- In Eker au Sahara : le Centre d'Expérimentations militaires des Oasis (CEMO), spécialisé dans les essais nucléaires souterrains :

- Mars 1962 - 16 février 1965 : 13 essais.
- 1^{er} mai 1962 : 2^e essai dit « Béryl » conclu par un accident. Plus d'une centaine de personnes irradiées dont 24 sévèrement.

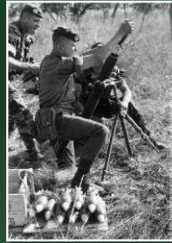
- Colomb Bechar : le Centre Interarmées d'Essais d'Engins spéciaux (CIEES). Contrôlé par l'Armée de Terre et l'Armée de l'Air. Mise au point des premiers missiles balistiques de la force de dissuasion et du lanceur spatial « Diamant ».

- Mers el Kebir associé à la base aérienne de Bousfer :

- Rôle : assurer pour les personnels et matériels la liaison maritime et aérienne avec les centres de In Eker et Colomb Bechar.



CONGO Ex-ZAIRE



Effectifs

Environ 700 militaires du 2^e REP renforcés par des équipes du 13^e régiment de dragons parachutistes (13^e RDP).



Bilan

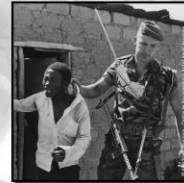
En deux jours, ville sous contrôle : 2 800 ressortissants étrangers libérés.

5 légionnaires parachutistes sont morts au combat et 20 autres ont été blessés.

KOLWESI : Opération BONITE (mai 1978)

Situation générale

- Le 11 mai 1978, 4 000 rebelles katangais prennent possession de la ville de Kolwezi.
- Entre 90 et 280 Européens sont tués : nécessité pour la France de protéger ses ressortissants.
- Parachutage du 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP).



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 17 mai : les légionnaires sont transportés vers Kinshasa.
- 19 mai : largage de la première vague composée de 405 hommes.
- Violents combats de rue : un premier contingent d'européens retenus en otage est délivré.
- 20 mai : second largage de 250 légionnaires parachutistes.

Commentaires

- Cette intervention figure parmi la plus célèbre des OPEX de la fin des années 70.
- Démonstration de l'efficacité d'opérations aéroportées menées par des troupes professionnelles.





CÔTE D'IVOIRE



Effectifs

5 000 hommes au plus fort de la crise (novembre 2004), 2 400 (août 2007), 1 800 (mars 2008), 450 (fin 2011), 300 (début 2013).



Bilan

Au 1^{er} mai 2014, 27 militaires tués au cours de cette opération et 470 blessés.

Opération LICORNE (depuis septembre 2002)

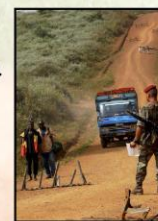
Situation générale

- Septembre 2002 : des éléments rebelles venus du Nord de la Côte d'Ivoire tentent de prendre le pouvoir à Abidjan.
- La France envoie une Force pour séparer les belligérants et assurer la sécurité des ressortissants français et ceux de la communauté internationale. C'est l'opération LICORNE.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 1^{er} décembre 2002 : premiers affrontements meurtriers entre militaires français et rebelles.
- 24 janvier 2003 : accord entre toutes les forces politiques en présence.
- 6 novembre 2004 : l'aviation ivoirienne bombarde des positions françaises à Bouaké. 9 morts et 37 blessés. Les Forces Françaises ripostent et s'emparent de l'aéroport d'Abidjan. Environ 8 000 ressortissants français quittent le territoire ivoirien.
- 31 juillet 2008 : le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge le mandat de l'opération Licorne.



Commentaires

Les Forces françaises en s'interposant, ont permis d'éviter une guerre civile et de nombreux massacres. Marque une nouvelle ère dans les interventions françaises en Afrique (durée, volume, intensité).





TCHAD



Effectifs

Environ 2 500 hommes exclusivement professionnels dont la compagnie parachutiste d'infanterie de marine (CPIMA).



Effectifs

Environ 2 000 soldats français.

Opération LIMOUSIN (avril 1969-octobre 1972)

Situation générale

- 1960 : le Tchad accède à l'indépendance.
- 1966 : création du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) qui déclenche une insurrection.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 1968 : intervention française au Tibesti contre le FROLINAT dans le cadre des accords militaires entre les deux pays.
- 25 novembre 1968 : départ des troupes françaises.
- Printemps 1969 : nouveaux troubles. Retour des forces françaises. Combats violents et meurtriers.
- Août 1972 : départ des forces françaises.



Opération TACAUD (mars 1978-mai 1980)

Situation générale

- 1973 : annexion de la bande d'Aouzou au Nord du Tchad par la Libye.
- Hissène Habré prend la tête d'une nouvelle guérilla.
- Attaques aériennes de la Libye.



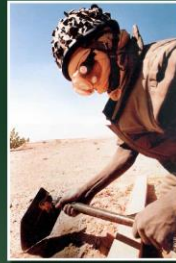
Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Printemps 1978 : intervention française. Combats intenses : sérieux revers infligés au FROLINAT.
- Mai 1980 : fin de l'opération.





TCHAD



Effectifs

MANTA : 3 000 hommes.

Force d'intervention la plus importante envoyée par la France Outre-Mer depuis la fin de la guerre d'Algérie.



Bilan

Au 1^{er} juin 2014, 158 militaires français ont été tués au cours des diverses opérations qui se sont succédées au Tchad.



Opération MANTA (août 1983-novembre 1984)

Situation générale

- Juin 1982 : nouvelle insurrection (partisans de Goukouni) soutenue par la Libye.
- 21 juin 1983 : offensive de Goukouni et d'unités libyennes vers N'Djamena.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 10 août 1983 : intervention française - Mission : arrêter l'invasion du Tchad.
- Avril 1984 : l'expansion territoriale de la Libye est contre - carrée. Le colonel Kadhafi accepte de négocier.
- Septembre 1984 : Le dispositif Manta est replié.



Opération ÉPERVIER (depuis février 1986)

Situation générale

- Début 1986 : nouvelle intervention des forces armées libyennes au Tchad. La France déclenche l'opération ÉPERVIER.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Février 1986 : opérations aériennes françaises contre l'aérodrome libyen d'Ouadi - Doum.
- Septembre 1987 : un avion libyen Tupolev Tu-22 est abattu au-dessus de N'Djamena par une batterie Hawk du 403^e régiment d'artillerie.
- De mars 2008 à mars 2010 : intervention des éléments français au Tchad au profit des contingents internationaux de la mission européenne EUFOR Tchad/RCA - mission de l'ONU - MINURCAT.



Commentaires

- Base de N'Djamena : pivot de la présence française en Afrique.
- Les interventions au Tchad dans les années 80 font percevoir la nécessité d'une professionnalisation.
- Épervier toujours en cours avec des formats différents en fonction de la situation politique du Tchad et des pays voisins.





MALI



Effectifs

4 500 hommes, toutes armées confondues en janvier-février.

Un millier de soldats français maintenus sur place depuis la fin de l'année 2013.



Bilan

Au 1^{er} août 2014, 9 militaires français tués et 22 autres blessés.

Du 11 janvier au 13 février 2013 : 970 sorties aériennes

170 frappes.

Destructions d'importants dépôts de munitions et neutralisation de centaines de djihadistes.



Opération SERVAL (depuis janvier 2013)

Situation générale



- Janvier 2012 : rébellion armée des Touaregs et des djihadistes. Progressivement tout le Nord du Mali passe sous leur contrôle.
- 5 janvier 2013 : les djihadistes reprennent l'offensive vers le Sud en direction de Bamako, la capitale. L'armée malienne, en difficulté, est contrainte de se replier.

Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 11 janvier 2013 : les forces françaises sont engagées. Mission : stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le Sud du Mali et assurer la sécurité des ressortissants français.
- 12 et 13 janvier 2013 : frappes aériennes contre les djihadistes.
- 27 janvier 2013 : reprise de Tombouctou et contrôle de Gao.
- Du 1^{er} au 7 février 2013 : sécurisation dans la région de Kidal.
- Du 18 février au 25 mars 2013 : prise de contrôle de l'Adrar des Ifogas.



Commentaires

Véritable défi stratégique : 9 170 tonnes et 500 personnels acheminés par voie maritime. 18 500 tonnes par voie aérienne en 480 rotations. 17 millions de litres de carburant aéronautique et 3 millions de litres d'essence et de gasoil consommés.



SOMALIE



Effectifs

2 400 militaires de l'armée de Terre (ORYX 1) et 1 100 (ORYX 2) appuyés par des moyens navals et aériens.



Bilan

3 militaires français tués, 5 blessés.

3 000 mines et 60 tonnes de munitions découvertes et détruits.

Opération ORYX 1 (décembre 1992-mai 1993) Opération ORYX 2 (mai 1993-décembre 1993)

Situation générale

- 1991 : rivalités politiques dégénérant en une sanglante guerre des clans. Nombreuses exactions commises contre les populations - des milliers de morts - exode de deux millions de personnes.
- Appel de l'ONU au cessez-le-feu.
- Constitution d'une force multinationale pour contrôler la zone, confisquer et détruire les armes, faciliter la distribution de l'aide umanitaire : participation de la France.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 8 décembre 1992 : arrivée des troupes françaises de Djibouti.
- 5 juin 1993 : attaques d'unités de l'ONU. Prise de contrôle de plusieurs installations de Mogadiscio par les milices rebelles.
- 17 juin 1993 : intervention de 200 militaires français pour dégager un bataillon de soldats marocains, violemment pris à partie dans le centre de Mogadiscio : combats particulièrement intenses (7 heures de combat) mais les marocains sont dégagés.



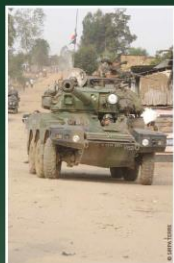
Commentaires



- La vie reprend son cours en Somalie mais nécessite la présence du contingent de l'ONU jusqu'à la consolidation définitive de la situation.
- Les troupes françaises sont placées sous le contrôle opérationnel du général américain responsable de l'opération Restore Hope.



CONGO



Effectifs

1 785 hommes de l'armée de Terre, de la marine nationale et de l'Air projetés dans le cadre de l'opération Mamba.



Bilan

Aucune perte humaine.

Opération ARTEMIS/MAMBA (juin-septembre 2003)

Situation générale



- Mars 1997 : renversement du Président Mobutu par Kabila. Troubles permanents.
- 16 janvier 2001 : assassinat du Président Kabila - Dégradation de la situation.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Juin 2003 : déploiement d'une force de l'Union Européenne. Rétablissement de la sécurité.
- 6 septembre 2003 : région stabilisée, retrait de la force européenne au profit des forces onusiennes (MONUC).

Commentaires

- La France est « nation pilote » d'une force de l'Union Européenne.
- Elle démontre sa capacité à s'engager en premier, hors d'Europe à 6 500 Kms de la métropole, à la tête d'une coalition multinationale.





CENTRAFRIQUE



Effectifs

1 400 hommes (EFAO).

Pour la première fois en Afrique, utilisation de véhicules de l'avant blindé (VAB).



Bilan

2 militaires français tués.

Une gradation dans l'emploi de la force et un comportement ferme mais adapté ont permis de limiter les effusions de sang.

Opération ALMANDIN (avril 1996-janvier 1997)

Situation générale

- 18 avril 1996 : mutinerie d'une centaine d'hommes des forces armées centrafricaines.
- Protection des points sensibles de Bangui assurés par les éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO).
- Les Forces Françaises agissent en tant que négociateurs : opération démontée le 8 mai.
- 18 mai : reprise de la mutinerie. Pillage de la capitale par les rebelles.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- 22 mai : intervention d'unités du 2^e régiment d'Infanterie de Marine (2^e RIMa).

- Reprise de la maison de la radio et évacuation de 3 500 ressortissants français et européens de Bangui.

- Accord d'évacuation des mutins.



- 15 novembre : reprise des troubles, nombreux otages.

Les Forces Françaises prennent le contrôle de la capitale, empêchant le pillage et les affrontements ethniques.

- Du 4 au 5 janvier 1997 : Les Forces Françaises, avec des commandos et des hélicoptères de combat (2 pumas canon et 1 puma mitrailleuses) attaquent plusieurs quartiers de Bangui.



- Fin janvier 1997 : mise en place de la mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (MISAB).

Commentaires



- Intérêt de la présence d'éléments français pré-positionnés.

- Validation des plans de mise en œuvre de l'évacuation des ressortissants.





CENTRAFRIQUE



Effectifs

De 1 200 hommes en décembre 2013 à environ 2 000 militaires français en septembre 2014.

Projection d'hélicoptères d'attaque et de manœuvre. Deux hélicoptères Gazelle et quatre hélicoptères Puma.



Bilan

Au 1^{er} septembre 2014, 3 militaires français tués et 30 blessés.



Opération SANGARIS (5 décembre 2013-en cours)

Situation générale

- Fin 2012 - courant 2013 : la RCA est de nouveau ravagée par la guerre civile qui oppose les milices islamiques (Seleka) et les milices chrétiennes (anti-balakas).

La communauté internationale craint un nouveau génocide.

- 5 décembre 2013 : Le conseil de sécurité de l'ONU autorise le « déploiement de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) pour une période de 12 mois » pour mettre fin à la « faillite totale de l'ordre public, l'absence de l'état de droit et les tensions interconfessionnelles ».

- Les Forces Françaises, dans le cadre de l'opération Sangaris, ont pour mission d'appuyer cette MISCA.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- 5 décembre 2013 : 600 militaires français sont déployés à Bangui et sécurisent l'aéroport pour accueillir des réfugiés. Ils procèdent à des opérations de désarmement des groupes armés.

- Février 2014 : un groupement terre de la force Épervier en provenance du Tchad complète la force Sangaris.



- 10 avril 2014 : le Conseil de sécurité approuve la création d'une force de maintien de la paix en Centrafrique, la Minusca, pour tenter de mettre fin à la spirale de violences entre chrétiens et musulmans. La Minusca remplace à compter du 15 septembre les 5 600 soldats de la Misca.

Commentaires

- Mission délicate d'interposition entre factions rivales sans adversaire désigné.

- L'opération Sangaris, qui ne devait pas excéder six mois, est partie pour durer...





RWANDA



Effectifs

NOROIT : 850 hommes.

TURQUOISE : 2 900 hommes des trois armées et du service de santé et d'importants moyens aériens.



Bilan

NOROIT : pas de perte.

TURQUOISE : un tué.

3 725 personnes évacuées par voie terrestre.
78 000 actes de soin, 20 750 vaccinations.
20 500 corps ensevelis.

Opération NOROIT (octobre-décembre 1990) Opération TURQUOISE (juin 1994-août 1994)

Situation générale

- 1975 : accord d'assistance militaire entre la France et le Rwanda.
- Affrontements ethniques entre les Hutus (au pouvoir) et les Tutsis du Front Patriotique Rwandais (FPR).
- 1^{er} octobre 1990 : entrée du Front Patriotique Rwandais au Rwanda. Intervention française pour protéger les ressortissants étrangers. C'est l'opération NOROIT.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



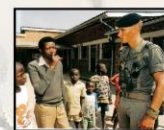
- Décembre 1993 : la France s'efface officiellement devant l'arrivée de la MINUAR, mission de paix de l'ONU.
- Avril 1994 : attentat coutant la vie au Président rwandais, Hutu. Début du génocide des Tutsis.



- Juin : opération TURQUOISE décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin au génocide au Rwanda. Création d'une « zone humanitaire sûre » dans le Sud-ouest du Rwanda.
- Juillet 1994 : affrontements avec les soldats du Front Patriotique Rwandais (FPR).
- 21 août 1994 : les forces françaises quittent le Rwanda et la MINUAR prend le relais.

Commentaires

- Le génocide rwandais a fait plus de 800 000 morts majoritairement tutsis sur une population totale de 8 millions d'habitants.
- Malgré son bilan humanitaire, l'intervention des forces françaises continuent à être l'objet de polémiques et d'accusations entretenues par le gouvernement rwandais.





LIBYE



Effectifs

Environ 4 200 militaires engagés pour mise en œuvre de plus de 40 avions, une vingtaine d'hélicoptères, une dizaine de bâtiments de combat et de soutien dont le porte-avions Charles-de-Gaulle et un bâtiment de projection et de commandement.



Bilan

Aucune perte humaine et matérielle.

Fin de l'opération : 27 000 heures de vol, environ 5 600 sorties aériennes, 8 000 obus tirés par la marine nationale.

HARMATTAN (mars-octobre 2011)

Situation générale

- Mars 2011, la France décide d'intervenir avec ses alliés dans la guerre civile qui déchire la Libye.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 19 mars : début des opérations aériennes contre les forces gouvernementales libyennes, menées conjointement par l'armée de l'air et l'aéronavale.
- Juin : frappe au sol des hélicoptères de combats de l'aviation légère de l'armée de terre.
- 20 octobre : mort de Kadhafi. Fin de l'intervention militaire occidentale. Ensemble du territoire libyen sous le contrôle de la rébellion libyenne, soutenue par les alliés.



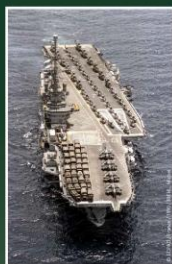
Commentaires

- Opération interarmées menée « à distance ».
- Mise à contribution satisfaisante des savoir-faire des trois armées.





KOWEÏT



Effectifs

4 000 hommes en septembre 1990 et 14 708 le 24 février 1991.

2 500 matériels majeurs dont 132 hélicoptères.



Bilan

10 morts et 33 blessés.

Quatre jours d'offensive terrestre : 2 956 prisonniers de guerre irakiens et 6 à 7 000 autres en fuite.

Une grande quantité de matériels irakiens capturés ou détruits.

DAGUET (septembre 1990-juillet 1991)

Situation générale

- 2 août 1990 : invasion du Koweït par l'Irak. La France décide de participer à la coalition internationale.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Septembre 1990 : dans le cadre de l'opération Salamandre les Forces Françaises sont déployées pour assurer la protection des pays du golfe Persique.
- Les Forces Françaises montent en puissance jusqu'au début de l'offensive de février 1991.
- 24 février 1991 : « Tempête du désert » - La division DAGUET écrase en 48 heures la 45^e division d'infanterie de l'armée irakienne.



Commentaires

- 1^{er} conflit « classique » depuis la fin de la guerre froide.
- Accélère la « professionnalisation » des Armées.





LIBAN



Effectifs

Entre 200 (minimum) en 2005 à 2 800 (1983).

900 soldats français déployés aujourd'hui.



Bilan

90 tués (dont 58 parachutistes dans l'attentat du Drakkar) et 130 blessés au 1er juin 2014.

Depuis le 23 mars 1978 (FINUL) EPAULARD (août 1982-septembre 1982) DIODON (septembre 1982-mai 1984)

Situation générale

- L'invasion du sud-Liban par l'armée israélienne le 14 mars 1978 déstabilise le pays et provoque la guerre civile. L'escalade de la violence conduit à l'intervention de la communauté internationale.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Mars 1978 : mise en place d'une Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) dont un bataillon français.

- Juillet - septembre 1982 : opération «EPAULARD» pour encadrer l'évacuation de Beyrouth du leader palestinien Arafat et de ses troupes. Constitution de la Force Multinationale d'Interposition (FMI). Fin de l'opération à la mi-septembre 1982. Les Palestiniens évacués par les bâtiments de la Marine nationale.



- Mi-septembre 1982 : massacres de Sabra et Chatila - création d'une Force multinationale de sécurité à Beyrouth (FMSB) : c'est l'opération DIODON.

- 23 octobre 1983 : attentat du «Drakkar», départ de la force.

- Février 1984 : de nouveau un bataillon français déployé au Liban dans le cadre de la FINUL.



- Septembre 2006 : mise en place de la nouvelle FINUL, pour mettre un terme au conflit de l'été 2006 avec Israël.

- Fin 2013 : la France arme la Force Commander Reserve (FCR), en mesure d'intervenir très rapidement au profit de tous les contingents déployés sur l'ensemble de la zone d'action de la FINUL.



Commentaires



Les deux porte-avions de la Marine nationale engagés successivement et à plusieurs reprises au large du Liban.

Le porte-avions est ainsi consacré comme outil de puissance et signe de volonté.



GOLFE ARABO-PERSIQUE



Effectifs

A la fin d'ARTIMON :

- 7 bâtiments de combat.
- 1 bâtiment de commandement et de ravitaillement.
- 1 bâtiment de soutien santé.
- 1 groupe anti-mines.
- 2 avions de patrouille maritime.



Bilan

Aucune perte.

ARTIMON assure en particulier le transport de la division Daguet :

- 15 100 passagers.
- 145 000 tonnes de matériels.
- 51 100 mètres linéaires de véhicules.
- 7 600 containers.
- 108 rotations.

PROMETHEE (juillet 1987-septembre 1998) ARTIMON (août 1990-mai 1991)

Situation générale

- Été 1987 : détérioration des relations entre l'Iran et la France.
Menace iranienne sur le trafic commercial dans le Golfe Persique.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 29 juillet 1987 : opération PROMETHEE - Le groupe aéronaval articulé autour du porte-avions Clemenceau reçoit l'ordre d'appareiller pour la mer d'Oman.
- De août 1987 à octobre 1988 : la Marine nationale est en posture de frapper des sites militaires en Iran et participe activement à la protection du trafic commercial français.
- Août 1988 : cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak - Fin du déploiement du porte-avions mais la mission de la Marine continue.
- 2 août 1990 : l'Irak envahit le Koweït - Participation de la Marine nationale au contrôle des navires dans le cadre du blocus imposé à l'Irak par l'ONU. C'est l'opération ARTIMON.



Commentaires



- PROMETHEE : mission de longue haleine qui a permis d'assurer, sans incident, la protection du trafic maritime.
- ARTIMON : première opération interalliée menée sous l'égide de l'Union européenne occidentale (UEO).



BOSNIE HERZEGOVINE



Effectifs

De 2 200 (1992) à 7 100 (1995).

Déploiement quasi continu du groupe aéronaval en mer Adriatique. L'armée de l'Air assure un pont aérien pour ravitailler Sarajevo.



Bilan

116 tués et 600 blessés.

Pendant le siège de Sarajevo, 200 tonnes et 20 atterrissages par jour.

FORPRONU (mars 1992-décembre 2004)

Situation générale

- 1980 : mort de Tito.
- 1989 : effondrement du communisme - réveil des nationalismes.
- 5 avril 1992 : la Bosnie déclare son indépendance.
- 6 avril 1992 : l'armée fédérale yougoslave attaque la Bosnie.
- Les Serbes de Bosnie déclarent leur indépendance sous le nom de République serbe de Bosnie et assiègent Sarajevo.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Mars 1992 : une force de protection des Nations Unies (FORPRONU), chargée de s'interposer entre les factions, est constituée : participation de la France.
- Missions : assurer la sécurité des axes logistiques - protéger les convois humanitaires - ouvrir et rétablir des itinéraires - garder les points de regroupements d'armes lourdes serbes.
- 27 mai 1995 : attaque surprise du poste de sécurité du pont de Verbanja par les serbes - contre-attaque des casques bleus français qui reprennent le pont.
- Juin 1995 : prise en otage de soldats français par les forces serbes.
- Représailles par des frappes aériennes de l'OTAN.
- Août 1995 : une force de réaction rapide franco-britannique est engagée au profit de la FORPRONU.
- Offensive des forces bosniaques et croates. Reprise du contrôle d'importants territoires tenus par les serbes.
- Octobre 1995 : cessez-le-feu.
- 14 décembre 1995 : accords de Dayton - La Bosnie-Herzégovine devient une confédération avec deux entités, la Fédération croato-bosniaque et la République serbe de Bosnie. Mise en place de « l'implantation force » (IFOR), chargée d'imposer le respect des accords de Dayton par l'OTAN.

Commentaires

- Engagement massif d'appelés sous le statut « d'appelés volontaires d'actions extérieures » (AVAE) .
- Mythe du « soldat de la paix ».





ALBANIE



Effectifs

941 hommes des trois armées, de la Gendarmerie et du service de santé.



Bilan

Aucune perte.

Le bataillon français, avec tact et diplomatie, est parvenu à se faire accepter et respecter par une population très attachée à son indépendance.

ALBA (avril-août 1997)

Situation générale

- Début 1997 : la question de l'indépendance du Kosovo est en suspens.
- 13 mars 1997 : L'Albanie, pays voisin, est au bord de la guerre civile - Manifestations puis insurrection armée.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- 28 mars 1997 : le Conseil de sécurité décide de créer une Force Multinationale de Protection (FMP).

- Mission :

- Assurer la sécurisation de l'aide humanitaire.
- Contrôler des ports de l'Adriatique.
- Stabiliser la situation intérieure.

- 15 avril 1997: début du débarquement dans le port de Durrës.

- 29 juin et 6 juillet 1997 : les élections générales ont lieu dans le calme.

- Mi-août 1997 : départ des derniers éléments du bataillon français - L'Albanie vit dans la paix civile.



Commentaires

- Opération exclusivement européenne.
- Placée sous commandement italien, cette force permet d'apaiser les tensions et d'acheminer en toute sécurité, l'aide humanitaire.





MACEDOINE



Effectifs

1 171 (février 1999).

500 matériels terrestres et
14 hélicoptères.



Bilan

Aucune perte.

12 000 réfugiés secourus
entre le 5 et le 17 avril 1999.

420 tonnes d'aides
humanitaires acheminées;
49 rotations aériennes et
le transport de chalands de
débarquement (TCD).

TRIDENT (novembre 1998-juin 1999)

Situation générale

- Printemps 1998 : mouvement de protestation des kosovars contre le pouvoir Serbe.
- Actions violentes de l'armée de libération du Kosovo : répression brutale des forces Serbes.
- La communauté internationale impose l'arrêt des violences, le retrait des forces serbes et le déploiement d'une mission terrestre de vérification (KVM) non armée.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Novembre 1998 : dans le cadre de l'OTAN, une force est déployée en Macédoine pour soutenir ces équipes de vérification.



- 20 mars 1999 : compte tenu des difficultés rencontrées pour remplir sa mission, la KVM quitte le Kosovo.

- A partir du 24 mars, frappes aériennes de l'OTAN sur des objectifs serbes au Kosovo et sur la Serbie.



- 6 au 10 juin 1999 : Les serbes sont contraints de négocier avec l'OTAN.

- Accords de Kumanovo :

- > Retrait des Serbes ;
- > Arrêt des frappes aériennes ;
- > Entrée pacifique au Kosovo des unités de l'OTAN, notamment une brigade française appelée « French Framework Brigade » (FFB), puis Brigade Leclerc.

Commentaire

Pour la première fois, la France est nation-cadre d'une opération OTAN à laquelle participe 10 pays.





KOSOVO



Effectifs

De 6 000 hommes (1999) à 300 hommes (début 2014) des trois armées et de la Gendarmerie.



Bilan

Aucune perte.

JOINT GUARDIAN (juin 1999-juin 2014)

Situation générale

- A l'issue de l'opération TRIDENT, le 9 juin 1999 : accord passé avec les serbes.
- Une force internationale de sécurité fournie par l'OTAN, (la KFOR) occupe militairement le Kosovo.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Été 1999 : déploiement de 5 900 militaires français. Suite à des réorganisations successives, le dispositif est progressivement réduit.
- Décembre 2013 : 300 militaires français sont encore présents sur le territoire du Kosovo.
- 2014 : retrait définitif.



Commentaire

A permis à l'armée de Terre, en cours de professionnalisation, de s'aguerrir sur un théâtre d'opération et d'acquérir de nouveaux savoir-faire, notamment le contrôle de foule.





CAMBODGE



Effectifs

1 475 hommes des trois armées et de la Gendarmerie dont 60% d'appelés volontaires.



Bilan

6 morts et 34 blessés.

Relève et destruction de plus de 30 000 mines et engins explosifs. 3000 démineurs khmers formés.

Démobilisation d'environ 1 200 combattants.

Reconstruction de 163 ponts et 154 km de routes.

Novembre 1991 / Décembre 1993

Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge

Situation générale

- 1975 : au Cambodge, inspirés et soutenus par la Chine, les Khmers rouges ont pris le pouvoir et mènent une politique de génocide faisant deux millions de morts et des centaines de milliers de réfugiés. Ils plongent le pays dans une misère sans précédent.

- 1979 : le Vietnam déclenche une offensive militaire, s'empare de la capitale Phnom Penh et installe un gouvernement qui lui est favorable. Une coalition d'opposants réunissant les Khmers rouges, les partisans du prince Sihanouk et des nationalistes s'oppose à ce régime soutenu par le Vietnam.

- Octobre 1991 : « accords de Paris » suite à une conférence internationale après 11 ans de guerre civile. Une force multinationale chargée d'assurer l'organisation d'élections générales est mise en place par l'ONU, c'est l'APRONUC.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Juin 1992 : La France qui a accepté d'y participer et de fournir le commandement de cette force déploie un bataillon renforcé.

Commentaires

- Cette intervention facilite le retour à la paix et permet le déroulement normal du processus électoral.

- La France de nouveau présente en Extrême-Orient après son départ en 1955.





AFGHANISTAN



Effectifs

2001 à 2012 : 50 000 militaires français ont servi en Afghanistan.

2010 : 4 000 hommes des trois armées et de la Gendarmerie présents sur le théâtre Afghan.

Présence maritime dans l'océan Indien.

Action d'unités de l'armée de l'air, à partir de l'Afghanistan et de bases situées dans des pays limitrophes.



Bilan

Au 1^{er} juin 2014, 89 tués et 478 blessés.

HERAKLES-PAMIR-EPIDOTE (2001-en cours)

Situation générale

- Fin 2001, intervention des forces françaises dans le cadre de trois opérations internationales distinctes :
- Héraklès sous commandement américain. Objectif : renverser le régime des talibans et contribuer à la sécurité du pays. Concerne surtout l'armée de l'Air et l'Aéronavale.
- Pamir sous commandement de l'OTAN. Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF). Mission : protéger Kaboul.
- Epidote. Mission former l'armée Afghane.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 15 novembre 2001, arrivée des premières troupes françaises.
- 21 novembre 2001, la France décide d'envoyer le « Charles de Gaulle » dans l'océan Indien pour soutenir les opérations de l'OTAN en Afghanistan.
- Le 2 janvier 2002, les premiers soldats français de la Force internationale en Afghanistan arrivent au nord de Kaboul.
- 2008 : déploiement des forces françaises dans l'Est du pays sous commandement régional américain. Prise en compte de la sécurité de la province de Kapisa et du district de Surobi sous influence talibane.
- 2009 : l'essentiel des forces françaises est concentré en Kapisa et en Surobi (brigade La Fayette). Effort de formation - OMLT (Opérationnel Mentoring and Liaison Teams) - pour conseiller, instruire, entraîner les unités de l'armée nationale afghane (ANA).
- Juin 2011 : retrait progressif des militaires français présents en Afghanistan.
- 2014 : Fin de la mission de l'ISAF envisagée.



Commentaires

Lieu de la transformation réelle de l'armée française d'une armée d'appelés en armée véritablement professionnelle.





HAÏTI



Effectifs

Jusqu'au 30 juin 2004 : 600 hommes des trois armées et de la Gendarmerie sont engagés.

Participation du Transport de Chalands de Débarquement (TCD) Orage et du Bâtiment de Transport Logistique (BATRAL) Champlain.



Bilan

1 tué et 2 blessés.

745 tonnes de matériel embarquées.
5 enradiages.
53 rotations de chalands de transport de matériels.
101 véhicules chargés.

CARBET (février-juin 2004)

Situation générale

- Novembre 2000 : après le retour au pouvoir du président Aristide, le régime n'est pas en mesure de répondre aux attentes de la population d'Haïti. Des troubles armés éclatent, l'insécurité se répand dans tout le pays.
- 28 février 2004 : le président Aristide quitte le pays. Une force multinationale intérimaire en Haïti (FIMH) est constituée à la suite de la résolution 1529 de l'ONU.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- 28 février 2004 : la France participe à la FIMH, en coopération avec les Etats-Unis : la mission est de protéger les ressortissants français, de faciliter l'action des Organisations non gouvernementales (ONG) et d'aider la police haïtienne.



Commentaires

- Première intervention sur le continent américain aux côtés de l'armée des Etats-Unis.
- L'opération a permis la stabilisation dans le pays.





TIMOR



Effectifs

De 600 en début de phase (16 septembre-15 décembre) à 150 militaires des trois armées et du Service de santé en fin d'opération (15 janvier 2000).

Une frégate (Vendémiaire puis Prairial) et un transport de chalands de débarquement (Siroco).

Bilan

Aucune perte à déplorer.

7 000 consultations.

2 500 journées d'hospitalisation.

170 interventions chirurgicales.

54 tonnes d'aide humanitaire.

SANTAL (septembre 1999-janvier 2000)

Situation générale

- Depuis 1975, le Timor est sous domination indonésienne.
- Août 1999 : la population du Timor est consultée par référendum et se prononce massivement en faveur de l'indépendance - réaction de milices soutenues par l'armée indonésienne.
- Envoi d'une force d'intervention de l'ONU : l'INTERFET sous commandement australien. Double mission, sécuritaire et humanitaire.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



-16 septembre 1999 : projection dans l'urgence de Forces Françaises au départ des aéroports d'Orléans et d'Istres.

-18 janvier 2000 : les Forces Françaises se retirent totalement du Timor oriental.

Commentaire

Mission essentiellement humanitaire, qui démontre les capacités de la France à intervenir, dans l'urgence, à 13 000 kilomètres de la métropole.





CARTE DU COMBATTANT

TITRE DE RECONNAISSANCE DE LA NATION



Code du Combattant Médaille de Reconnaissance de la Nation

Le Service juridique et social de l'Union Nationale des Combattants (UNC) se tient à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, notamment en ce qui concerne vos demandes de carte du combattant et/ou de titre de reconnaissance de la nation (TRN).

N'hésitez pas à nous contacter :

18, rue Vézelay
75008 PARIS
(Métro : Villiers)
Tél. 01 53 89 04 23
uncjuridique@unc.fr

www.unc.fr

Exemple de liste des opérations ouvrant droit au bénéfice de la carte du combattant au titre de l'article L. 253 ter du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (JORF du 29 novembre 2013).

États ou territoires concernés	Début de période	Fin de période
Algérie Titre Carte du Combattant (à cheval sur le 2 juillet 1962)	31/10/54 Avant et au delà du 2 juillet 1962	1 juillet 1964
Afghanistan	3 octobre 2001	2 octobre 2013
Bosnie-Herzégovine	1 ^{er} janvier 2003	31 décembre 2009
Cambridge	1 ^{er} novembre 1991	31 octobre 1994
Comores	17 décembre 1956	31 décembre 1958
1 ^{er} période	1 ^{er} juin 1959	28 mars 1963
2 ^e période	19 mars 1997	18 mars 2000
Congo	19 septembre 2002	17 septembre 2012
Côte d'Ivoire	2 juin 2003	1 ^{er} juin 2011
Gabon		
Golfe persique et Golfe d'Oman Opérations maritimes Opérations militaires	30 juillet 1987 30 juillet 1990 19 février 2004	29 juillet 2003 29 juillet 2003 18 février 2012
Haiti	1 ^{er} Avril 1991 au 20 juillet 1991	
Irak	08 décembre 2008	7 décembre 2010
Kenya, Somalie, Yémen, Sultanat d'Oman et République de Djibouti Kenya, Somalie, Yémen, Sultanat d'Oman et République de Djibouti, République de Tansani, République de Mozambique et Madagascar	08 décembre 2010	7 décembre 2013
Kosovo Opération Trident sur le territoire du Kosovo	10 juin 1999 1 ^{er} janvier 2012	9 juin 2009 31 décembre 2013
Liban Opération Trident sur le territoire du Liban, Israël	22 mars 1978	22 mars 2007
République du Liban, Israël	2 septembre 2006	31 août 2014
République du Libéria	1 ^{er} mai 2011	30 avril 2013
Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste	18 mars 2011	31 octobre 2011
Madagascar	30 mars 1947	1 ^{er} octobre 1949
Mauritanie :		
1 ^{er} période	1 ^{er} janvier 1957	31 décembre 1959
2 ^e période	1 ^{er} novembre 1977	30 octobre 1980
Méditerranée orientale (Suez)	30 octobre 1956	31 décembre 1956
Ouganda	2 juin 2001	1 ^{er} juin 2011
République centrafricaine :		
1 ^{er} période	20 septembre 1979	19 septembre 1982
2 ^e période	18 mai 1996	17 mai 1999
3 ^e période	3 décembre 2002	1 ^{er} décembre 2012
Opération « Basil » (MINURCAT)	1 ^{er} période	
1 ^{er} période	25 septembre 2007	24 septembre 2008
2 ^e période	15 mars 2009	14 mars 2011
Opération EUPOR Tchad/RCA sur le territoire du Tchad, de la République centrafricaine et pays avoisinants	28 janvier 2008	27 janvier 2010
République démocratique du Congo Opérations Mamba et MONUC Opération MONUSCO	2 juin 2003 2 juin 2011 15 juin 1994	1 ^{er} juin 2011 1 ^{er} juin 2013 14 juin 1997
Rwanda	3 décembre 1992	2 décembre 1995
Somalie et ses approches maritimes et aériennes « African Mission in Somalia »	23 septembre 2008	22 septembre 2014
Tchad et pays avoisinants Opération Epervier Opération MINURCAT	15 mars 1969 1 ^{er} janvier 2010 25 septembre 2007	31 décembre 2013 31 décembre 2013 24 septembre 2008
1 ^{er} période	15 mars 2009	14 mars 2011
2 ^e période	28 janvier 2008	27 janvier 2010
EUPOR Tchad/RCA	16 septembre 1996	15 septembre 2001
Timor oriental	1 ^{er} janvier 1992	31 décembre 1994
ex-Yugoslavie Opérations « Adria » et « Promina » Opération « Trident »	1 ^{er} janvier 1995 1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2009 31 décembre 2011





REMERCIEMENTS

L'Union Nationale des Combattants (UNC) remercie les organismes civils et militaires, les régiments, les amicales régimentaires et les particuliers pour leurs aides apportées à la réalisation de cette exposition retraçant les opérations extérieures depuis 1962 :

Service Information et de Relations Publiques de l'Armée de Terre (SIRPAT) - Adjudant-chef Jean-Raphaël DRAHI
Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD)

Service historique de la Défense (SHD)

1^{er} régiment de tirailleurs

17^e régiment du génie parachutiste

2^e régiment d'infanterie de marine

3^e régiment d'infanterie de marine

Association France - Turquoise

Michel LE NAOUR (UNC 29)

Thomas GOISQUE

Hubert BORNENS (UNC 74)

Serge CATTET (UNC 74)

Famille lieutenant Pascal GELAS

Légionnaire Régis GUILLEM et Gérard VACKIER (UNC 33)

Général (2s) Pierre SAINT-MACARY (UNC 66)

Képi blanc Magazine – Centre de documentation de la Légion étrangère

L'Ancre d'Or – Bazeilles la revue des troupes de marine



18 rue de Vézelay - 75008 PARIS (métro : Villiers)

• Tel. 01 53 89 04 14 • Fax 01 53 89 04 00

E-mail : uncnationale@unc.fr - Site internet : www.unc.fr

